

Daniel Bensaïd

Réponse à la lettre ouverte de Julien Dray

Julien Dray, nouveau porte-parole du social-libéralisme

Dans *Le Monde* du 7 novembre, Julien Dray, porte-parole du Parti socialiste, prodigue ses conseils condescendants à « un jeune militant de la Ligue » au nom de son trotskisme de jeunesse porté en bandoulière comme un vieux titre de noblesse. Que n'a-t-il fait preuve de la même fidélité dans ses souvenirs quand il fallait s'opposer à la ratification du traité d'Amsterdam par le gouvernement Jospin, rejeter le carcan du pacte de stabilité, refuser la vague de privatisations, exiger la régularisation de tous les sans-papiers qui en faisaient la demande, dénoncer un Pare qui frayait la voie aux attaques contre les chômeurs, s'opposer à Allègre et à son « dégraissage du mammoth » qui préparait les attaques de Ferry contre l'éducation nationale, refuser d'engager la France dans les croisades impériales du Golfe ou d'Afghanistan.

Le PS est aujourd'hui en plein désarroi. En quinze ans de gestion gouvernementale dans les vingt-deux dernières années, sa démolition méthodique de l'Etat social a scié la branche sur laquelle il était assis. Quant au Parti communiste, il agonise à petit feu, mortellement touché par la chute du stalinisme, dont il n'a jamais su tirer le bilan.

Le 15^e congrès de la Ligue communiste révolutionnaire n'a pas été un congrès pour rien. Il a approuvé l'accord électoral avec Lutte ouvrière. Il a actualisé les statuts. Il a instauré la parité intégrale dans l'instance de direc-

tion. Il a rejeté unanimement le « traité constitutionnel » de Giscard. Ce congrès a lancé un appel pour un grand parti anticapitaliste « 100 % à gauche ! ».

À en juger par le dépit ou l'affolement des élites sociales-libérales, il faut croire que la campagne commune LCR-LO peut contribuer à modifier la donne. Nos désaccords avec LO sont publics – qu'il s'agisse de la place du mouvement altermondialiste, du rapport aux mouvements sociaux, de la démocratie au sein d'une organisation révolutionnaire. Nous sommes cependant souvent ensemble dans la lutte contre les politiques antisociales des gouvernements de droite comme de gauche. Nous sommes d'accord pour rejeter catégoriquement le « traité constitutionnel » européen concocté par Giscard. Nous n'hésitons pas à nous attaquer au pouvoir des actionnaires et du patronat pour satisfaire des besoins sociaux comme l'éducation, le logement ou la santé. Enfin, la LCR et LO n'ont jamais fait la moindre concession à la démagogie sécuritaire ou xénophobe. C'est plus qu'il n'en faut pour justifier une alliance électorale.

Nous montrerons ainsi qu'il y a une vie et un avenir à gauche, en dehors de l'ex-gauche plurielle et nous ferons échec à une législation électorale antidémocratique. En refusant d'introduire la proportionnelle et en réformant le mandat présidentiel, le gouvernement Jospin a en effet renforcé la logique présidentialisée et bipartite des institutions. Sarkozy a parachévé le travail par une réforme des modes de scrutin visant à éliminer les petites listes. Nous n'avons pas à être les otages consentants d'un système électoral qui évolue vers une sorte d'oligarchie plébiscitaire. Il en va de la défense du pluralisme démocratique.

Julien Dray nous accuse de « passer notre temps à taper sur le Parti socialiste » et de voir

dans la gauche un ennemi pire que la droite. La droite et le patronat sont au contraire nos premiers ennemis. Mais la gauche plurielle les a plus servis qu'elle ne les a combattus.

Quand nous disons que la politique du moindre mal peut se révéler comme le plus court chemin vers le pire, nous pensons aux années de gouvernement de la gauche libérale qui ont contribué à faire grimper Le Pen de 3 % à 17 %. La même politique produirait les mêmes effets, et le pire finirait bel et bien par devenir possible.

On « ne peut accepter de faire passer ses propres intérêts avant ceux des travailleurs qu'on est censé défendre », écrit Julien Dray. Serait-ce un lapsus autocritique ? Personne n'a volé son électorat populaire à la gauche plurielle. Elle l'a perdu toute seule comme une grande. Deux tiers de nos concitoyens ne voient plus de différence qualitative entre la droite et la gauche. Parmi les 3 millions de voix des candidats d'extrême gauche à l'élection présidentielle (et parmi ceux et celles qui voteront pour elle à l'avenir), certains veulent sans doute donner un simple avertissement à la gauche libérale. Pour d'autres, le divorce est plus profond.

Si elle veut mériter leurs suffrages au second tour, c'est à cette gauche discréditée de les convaincre, et non à nous de ramener les brebis égarées au bercail. La gauche anticapitaliste, elle, s'engage, pour cela, à interdire les licenciements boursiers, à abroger les lois Balladur et Fillon sur les retraites, à rétablir les services publics de l'eau, des transports, des télécommunications, de la poste, à arrêter la privatisation annoncée de l'électricité et du chemin de fer, à soumettre la Banque centrale à un pouvoir politique démocratiquement élu, à lancer une réforme fiscale fortement redistributive en faveur des plus pau-

vres, à relever largement les minima sociaux, à dénoncer le traité de Maastricht, le pacte de stabilité, à se désengager du programme nucléaire, à refuser la Constitution Giscard (d'ores et déjà acceptée par Strauss-Kahn, Aubry et Delanoë!). Les candidatures présidentielles (déjà!) annoncées de Fabius ou de Strauss-Kahn augurent le contraire.

Le porte-parole du PS exhorte le jeune destinataire de sa missive à «mettre les mains dans le cambouis». Les mains dans le cambouis, nous les mettons chaque jour, en luttant contre les fermetures d'entreprises et les licenciements, en défendant les sans-droits, en combattant pied à pied les raffarinades. Et nos responsabilités, nous les prendrons à tous les niveaux, à condition que ce soit pour une alternative à la droite et au Medef, et non pas pour une simple alternance entre une droite et une gauche libérales. Nous nous battons précisément pour que demain des millions de travailleurs refassent la différence entre la gauche et la droite.

Enfin, le «non au Front national» ne se réduit pas au second tour d'élection. C'est d'abord un combat quotidien contre la désespérance sociale. Julien Dray devrait d'ailleurs commencer par se réjouir de constater que 3 millions d'électeurs, notamment dans les couches populaires, trouvent souvent, à travers le vote pour les révolutionnaires, le dernier espoir de voter encore... à gauche!

Julien Dray trouverait la LCR sympathique si elle se contentait d'un «rôle de piquêre de rappel de la gauche institutionnelle» (*sic*)! Mais la gravité de la situation exige d'autres ambitions. En moins de douze ans, le mythe du libéralisme triomphant s'est effondré, au point que Juppé lui-même est tenté de se déclarer «altermondialiste». La «gouvernance globale» du nouveau désordre mondial a du plomb dans l'aile. Marginalisée, l'Onu est impuissante à se réformer. L'Organisation mondiale du commerce a été paralysée à Cancun comme elle l'avait été à Seattle. Les accords de Kyoto sont bafoués par Bush et Poutine. La «feuille de

route» de Bush sur le Moyen-Orient n'a jamais dépassé «ground zero».

L'avenir de l'Europe libérale est pour le moins incertain. Les classes dirigeantes répondent à cette crise par la fuite dans un nouveau partage du monde et par un état de guerre «sans limites». Cette guerre en masque à peine une autre: la guerre sociale déclarée aux pauvres avec la deuxième vague de contre-réformes libérales.

Pour qu'un autre monde et une autre Europe deviennent effectivement possibles, une autre gauche est nécessaire – aussi fidèle aux exploités et aux opprimés que Raffarin est fidèle au Medef, Blair à la City et Schröder au patronat allemand. Nous voulons la rendre possible. C'est le sens de notre combat quotidien, de notre campagne électorale, de notre participation au forum social européen et de notre appel à construire un grand parti de la gauche anticapitaliste.

Le Monde du 13 novembre 2003